

Numéro de dossier : 2009077013

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

VU la demande en date du 16/02/2009 par laquelle le CAMPING LES CHARMILLES
demeurant à Les CLAPAS 07170 DARBRES

demande L'AUTORISATION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX EN LIMITE
DE VOIE

Route Départementale 258 au PR 9+800 située hors agglomération Les CLAPAS 07170
DARBRES,

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départe-
tements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par
la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU le règlement général de voirie du 31/05/1999 relatif à la conservation et la surveillance
des routes départementales,

VU l'état des lieux,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :
AMENAGEMENT D'ACCES, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles
suivants :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

ACCES SANS AQUEDUC

Les aménagements seront réalisés conformément à la demande et aux dispositions prises lors de la réunion sur place du 11 mars 2009.

L'accès sera empierré et stabilisé conformément au procédé décrit dans la demande et mis en œuvre dans les règles de l'art.

Il se raccordera au bord de la chaussée sans creux ni saillie et présentera une pente supérieure à 4% dirigée vers la propriété du bénéficiaire.

DISPOSITIONS SPECIALES

La surface sera stabilisée au minimum par :

- une couche de grave concassée 0/30 compactée de 10 cm d'épaisseur minimale.
- un enduit superficiel bicouche sur l'ensemble de la grave 0/30 ou par un béton bitumineux.

La fabrication des mortiers et bétons est interdite sur le domaine public.

Le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu :

- de prendre les dispositions nécessaires pour éviter le ruissellement des eaux pluviales et l'entravement de matériaux vers le domaine public,
- d'entretenir les surfaces en sol stabilisées de l'accès.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

CAMPING LES CHARMILLES devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier et recolement.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 60 jours.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée au 09/03/2009 comme précisée dans la demande.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Formalités d'urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Fait à LE TEIL, le 04/03/2009

Pour Le Président du Conseil Général


Yann BACCONNIER

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution
La subdivision de LE TEIL pour attribution
La commune de DARBRES pour information

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.